

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 19/004/2009 – ÉFAI

25 février 2009

AU 53/09 Craintes pour la sécurité / Menaces / Torture ou autres mauvais traitements

BRESIL **Carlito de Oliveira (h), responsable indigène
Nilson Duarte (h)
Estevão Duarte (h), son frère
Placida de Oliveira (f), épouse de Carlito de Oliveira
ainsi que les autres habitants du village guarani-kaiowá de Passo Pirajú**

Le 12 février, environ 25 policiers en civil ont effectué une descente à Passo Pirajú, un village peuplé de Guaranis-Kaiowás situé dans l'État du Mato Grosso do Sul (sud-ouest du Brésil), avec pour ordre de rechercher des biens volés. Ils ont menacé et insulté les habitants, endommagé leurs maisons et l'école du village, et pris de l'argent et des biens d'équipement ménager. Quatre villageois, Carlito de Oliveira, Nilson Duarte, Estevão Duarte et Placida de Oliveira, ont été arrêtés et placés dans deux postes de police des environs. Ils risquent d'être torturés ou soumis à d'autres mauvais traitements en détention.

Selon le témoignage des habitants, les policiers sont entrés dans le village vers 5 heures du matin avec l'intention de fouiller leurs domiciles. Plusieurs portes auraient été enfoncées à coups de pied, dont une aurait heurté la tête d'un nouveau-né.

La fille de Carlito de Oliveira a indiqué qu'elle se trouvait dans la maison de sa famille avec son père et les neveux de celui-ci, âgés de dix et sept ans, lorsque des policiers ont surgi et crié : « *Tuons ces porcelets afin de supprimer ce mal par la racine !* »

Les policiers ont forcé la famille à sortir de la maison. La fille de Carlito de Oliveira a demandé si la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), l'organisme public fédéral chargé des questions liées aux populations indigènes, avait été informé des activités de la police. Un policier lui a répondu que la FUNAI ne commandait pas, avant de la menacer : « *Je vais te tuer pour que tu fermes ta gueule !* »

D'autres habitants ont raconté que leurs enfants n'avaient pas pu aller à l'école après que les policiers eurent détruit la classe, jeté de la nourriture par terre et emporté la seule bonbonne de gaz de la cuisine scolaire. Plusieurs familles ont déclaré que leur argent, provenant de leurs salaires ou d'allocations versées par l'État, qui représentait plusieurs centaines de réaux brésiliens dans de nombreux cas, avait été saisi par les policiers pendant leur fouille. D'autres personnes, dont Carlito de Oliveira, ont affirmé qu'elles avaient été frappées par des agents au cours de cette descente.

Carlito de Oliveira, Nilson Duarte, Estevão Duarte et Placida de Oliveira ont été arrêtés, accusés d'avoir reçu des biens volés dans une ferme locale, de détenir illégalement une arme et d'avoir formé un groupe de criminels. Les trois premiers sont détenus dans un poste de police de la ville de Dourados. Placida de Oliveira a été placée dans un autre poste.

Récemment, un juge du Mato Grosso do Sul a ordonné que ces quatre détenus ne bénéficient pas de l'aide juridique de la FUNAI, à laquelle tous les peuples indigènes ont pourtant droit au Brésil. Un autre juge de cet État a rejeté une demande formulée par des représentants du ministère public fédéral en vue de les faire libérer en attendant la fin de l'enquête sur les faits qui leur sont reprochés. Amnesty International craint que ces quatre personnes ne soient privées d'accès à la justice et exposées au risque de faire l'objet de torture ou d'autres mauvais traitements en représailles au meurtre présumé de deux policiers en 2006.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les Guarani-Kaiowás, qui vivent dans l'État du Mato Grosso do Sul, subissent une discrimination parce qu'ils luttent pour défendre leurs droits sur des terres ancestrales. Pour les habitants de Passo Pirajú, cette discrimination s'est intensifiée à la suite d'une opération policière menée de manière irrégulière le 1^{er} avril 2006 dans ce village, au cours de laquelle deux policiers ont trouvé la mort. Un certain nombre de villageois attendent toujours d'être jugés pour ces homicides.

Le Mato Grosso do Sul comporte certaines des zones indigènes les plus petites, pauvres et densément peuplées du Brésil – des îlots de pauvreté entourés de grandes plantations de soja et de canne à sucre et d'élevages de bétail, où les conditions de vie et la situation sanitaire sont déplorable. Quarante mille Guarani-Kaiowás mènent une existence précaire, la désintégration des structures sociales ayant entraîné un niveau élevé de violence, de suicides et de malnutrition. La lenteur du processus de rétrocession des terres par les propriétaires fonciers aux communautés indigènes a encore accru le surpeuplement des réserves existantes. Les Guarani-Kaiowás subissent des manœuvres d'intimidation et des expulsions violentes de la part des propriétaires fonciers et des autorités du Mato Grosso do Sul.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour Carlito de Oliveira, Nilson Duarte, Estevão Duarte et Placida de Oliveira, ainsi que pour les autres habitants de Passo Pirajú, et exhortez les autorités fédérales à prendre sans délai toutes les mesures qui s'imposent pour assurer leur sécurité ;
- priez instamment les autorités fédérales et du Mato Grosso do Sul de diligenter immédiatement une enquête sur les allégations indiquant que des policiers en civil ont eu recours à une force excessive, à des menaces et à des actes d'intimidation au cours de l'opération menée dans ce village le 12 février, afin que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- demandez que des mesures soient prises sans délai afin que les personnes détenues bénéficient de toute l'aide juridique dont elles ont besoin ;
- engagez les autorités fédérales à intensifier tous leurs efforts en vue d'achever l'identification des terres dans le Mato Grosso do Sul, et à veiller à ce que le processus de ratification soit mené à son terme afin de garantir durablement la sécurité des Guarani-Kaiowás.

APPELS À :

Ministre de la Justice :

Exmo. Ministro da Justiça da República Federativa do Brasil
Sr. Tarso Genro, Ministério da Justiça
Esplanada dos Ministérios, Bloco T 70712-902 – Brasília – DF, Brésil

Fax : + 55 61 3322 6817

Formule d'appel : *Vossa Excelência, / Monsieur le Ministre,*

Président de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) :

Exmo. Presidente da FUNAI
Sr. Márcio Augusto de Meira
SEUPES Quadra 902/702 - Bloco. A, Ed. Lex - 3º Andar, 70340-904 - Brasília – DF, Brésil

Fax : + 55 61 3226 8782

Formule d'appel : *Exmo. Sr Presidente, / Monsieur,*

Secrétaire d'État à la Sécurité publique :

Exmo Sr Sec. Wantuir Francisco Brasil Jacini
Parque dos Poderes, Av. do Poeta, bloco 06 79.031-350, Campo Grande/MS – Brésil

Fax : + 55 67 3318 6815

Formule d'appel : *Vossa Excelência, / Monsieur le Secrétaire d'État,*

COPIES À :

Conselho Indigenista Missionário (CIMI, organisation non gouvernementale locale) :
Cimi Regional Mato Grosso do Sul

Av. Afonso Pena, 1557 Sala 208 Bl.B
Campo Grande – MS – CEP 79002-070, Brésil

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 8 AVRIL 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.